

TERRE



Rio: le sommet enterre l'intérêt général

L'accord final de la conférence, très décrié, est déconnecté des enjeux environnementaux.

Une installation de l'artiste brésilien [Vik Muniz](#), réalisée durant le sommet, représentant la baie de Guanabara, dans l'Etat de Rio.

PHOTO NACHO DOCE REUTERS

Par **ÉLIANE PATRIARCA**
Envoyée spéciale à Rio de Janeiro

Depuis deux jours, le Rio Centro, où s'est achevée vendredi la Conférence des Nations unies sur le développement durable, baignait dans une atmosphère surréaliste. Tandis que chefs d'Etats et de gouvernement se succédaient à la tribune de l'assemblée plénière pour une brève allocution, beaucoup de leurs homologues avaient déjà quitté les lieux. Et les autorités brésiliennes avaient résolument choisi d'éloigner à 50 km du lieu de la Conférence officielle le sommet alternatif des peuples, où les ONG ont réuni quelque 20 000 personnes durant dix jours.

«**RIO + VAIN**». Vingt ans après le Sommet de la Terre de 1992, qui a donné naissance aux conventions sur le climat, la biodiversité ou la désertification, l'édition 2012 a déçu. Rebaptisée «Rio + Vain» ou «Rio - 20», elle

souffre d'une cruelle absence d'ambition. Dès mardi soir, sous la houlette du ministre brésilien des Affaires étrangères, les négociateurs, au travail depuis le 13 juin, avaient trouvé un accord, échappant à l'arbitrage politique des chefs d'Etat arrivés le lendemain. Vendredi, les 191 pays représentés à Rio ont ratifié le projet de déclaration finale, 49 pages intitulées «Le futur que nous voulons». «*Ce futur n'est pas dans ce texte*», ont rétorqué les leaders de la société civile,

ANALYSE

parties prenantes de la préparation de la conférence, mais qui ont adressé jeudi une lettre aux Nations unies pour se désolidariser d'un texte dénué «d'engagements concrets». Parmi les signataires: Marina Silva (ancienne ministre brésilienne de l'Environnement), Kumi Naidoo (patron de Greenpeace), Ignacy Sachs (l'économiste à l'origine de l'éco-développement) ou la philosophe et militante indienne Vandana Shiva.

Les principales ONG ont exprimé leur colère face à ce qu'elles qualifient d'échec.

REPÈRES

LES PRÉCÉDENTS SOMMETS

Le premier consacré aux questions de développement durable a eu lieu à Stockholm (Suède) en 1972, le deuxième à Nairobi (Kenya) en 1982, le troisième (Sommet de la Terre) à Rio (Brésil) en 1992, et le quatrième à Johannesburg (Afrique du Sud) en 2002.

39,8 %

C'est la part des gaz à effet de serre émis par les pays émergents. Parmi eux, les 20% les plus riches en émettent 50%, Et les 20% les plus pauvres 0,72%.

Une utilisation efficace de l'électricité pourrait permettre d'économiser 5% de la consommation mondiale, soit

110 milliards de dollars (88 milliards d'euros) par an, selon une étude publiée jeudi par le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue). Cela réduirait aussi de 6% les émissions de gaz à effet de serre.

«**Pendant les négociations, les Canadiens se sont conduits comme des hommes de Cro-Magnon assis sur leurs tas de sables et schistes bitumineux [...]**»

Un négociateur français à propos des différents blocages provoqués par le Canada

Au final, la déclaration de Rio frappe par la place mineure qu'y tient l'environnement. «*Les Nations unies portent une grande responsabilité dans cette minoration*, estime Lucien Chabason, conseiller à la direction de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri). *Elles n'ont pas établi, en préalable à la conférence, le rapport introductif habituel. Un diagnostic [...] qui aurait montré que, si les aspects économiques et sociaux du développement durable ont progressé, celui environnemental est en panne.*» Au final, la déclaration acte un «renforcement» du Programme des nations unies pour l'environnement (Pnue). Loin du projet d'organisation mondiale de l'environnement, porté par la France, l'UE et les pays africains, qui visait à hausser le Pnue au rang d'agence onusienne. La gouvernance mondiale du développement durable devrait être confiée au Conseil économique et social des Nations unies. L'économie verte, qui avait été présentée comme le fer de lance de Rio + 20, a, elle, fait un bide. Appuyée par le Pnue, vantée par les pays industrialisés et les multinationales, elle a été balayée par les pays émergents qui la considèrent comme un *greenwashing* (écoblanchiment) du capitalisme, masquant des freins à leur dévelop-

pement et des entraves au commerce international. Le thème de la protection des océans, porté par une coalition d'ONG, soutenu par la France et le Brésil notamment, a réussi à émerger. Mais le lancement du processus de négociation sur la protection de la haute mer a finalement été

Les leaders de la société civile, parties prenantes de la préparation de la conférence, ont adressé une lettre aux Nations unies pour se désolidariser d'un texte dénué «d'engagements concrets».

torpillé par les Etats-Unis, qui ont notamment réussi à repousser toute décision à 2015.

«ANESTHÉSIAANT». Seul l'accord sur la création d'Objectifs du développement durable, destinés à prendre le relais des Objectifs du millénaire pour le développement qui arrivent à échéance en 2015, est salué comme un point positif. Applicables aussi bien aux pays du Nord qu'à ceux du Sud, ils seront définis d'ici 2015. Reste néanmoins à trouver les financements pour les atteindre (le groupe des 77 pays en développement et la Chine attendent des engagements finan-

ciers de leurs homologues du Nord), et à inventer les clés d'une répartition équitable des efforts entre pays. «*La crise économique a eu un effet anesthésiant sur Rio + 20*», estime Pierre Radanne, président de l'association 4D sur le développement durable. Elle a provoqué une logique de repli sur les

intérêts nationaux au détriment de l'intérêt général.

Démonstration de diplomatie, la déclaration de Rio + 20 semble déconnectée de l'état de la planète, ignorant l'épuisement des ressources naturelles, les défis démographiques ou de sécurité alimentaire. On peut aussi s'interroger sur l'état de la gouvernance mondiale et de l'adaptation du processus onusien aux bouleversements géopolitiques : une Europe affaiblie, un Brésil émergent, mais qui ne veut pas quitter son statut de pays en voie de développement, une Chine très discrète qui s'est abritée derrière les pays du Sud à la manœuvre, un Canada en pleine régression environnementale à la remorque des Etats-Unis. A Rio, on a assisté à l'émergence d'«un monde de nations plutôt que d'institutions internationales», conclut Laurence Tubiana, fondatrice de l'Iddri. ◆

L'HUMANITÉ VIT À CRÉDIT

Il faut aujourd'hui à la planète plus d'un an et trois mois pour reconstituer l'ensemble des ressources renouvelables prélevées par l'humanité... chaque année, selon l'organisation Global Footprint Network. En clair, l'espèce humaine vit plus que jamais à crédit et épuise les stocks. Environ 13 millions d'hectares de forêts disparaissent chaque année et, avec eux, entre 50 000 et 100 000 espèces vivantes.

1,5

million d'enfants de moins de 5 ans meurent chaque année à cause de diarrhées provoquées par des eaux polluées.

Rémi Parmentier, conseiller en environnement et ancien de Greenpeace :

«On piétine, et c'est frustrant pour les défenseurs des océans»

Seul sujet vraiment environnemental débattu à Rio + 20, et qui semblait acquis au cours des négociations, la protection de la haute mer a finalement coulé sous les assauts des Etats-Unis et du Canada, aidés, une fois n'est pas coutume, par le Venezuela. A Rio, Rémi Parmentier, directeur de la société de conseil en environnement Varda Group, après avoir été l'un des piliers de Greenpeace durant vingt-cinq ans, revient sur les enjeux de ce projet d'accord.

Comment a émergé le sujet des océans à Rio + 20 ?

Les océans, c'était le parent pauvre des sommets de Rio en 1992 et de Johannesburg en 2002. Il s'est imposé dans cette négociation, depuis ses débuts à New York en 2011, grâce à une coalition d'ONG dont la Fondation Pew, le Conseil pour la défense des ressources naturelles (NRDC) et l'Alliance pour la haute mer.

Avec quel objectif ?

Essentiellement la gouvernance

de la haute mer, c'est-à-dire cette partie des océans qui représente 45% de la surface de la planète. Au-delà des eaux territoriales et des zones économiques exclusives des Etats, à 200 milles nautiques des côtes, c'est le Far West. Une zone sans cadre juridique international malgré l'exploitation croissante de ses ressources.

Que contenait l'accord ?

L'idée est d'inclure dans le cadre de la convention sur le droit de la mer, adoptée en 1973, un protocole pour la haute mer à trois volets : la création d'aires marines protégées, l'obligation d'études d'impact environnemental pour les activités envisagées en haute mer, et la répartition équitable des bénéfices résultant de l'exploitation des ressources génétiques des fonds marins, ces zones qui excitent la convoitise des labos en quête de «médicaments du futur». C'est ce dernier volet qui



a surtout fait tiquer les Américains.

Qui défendait cet accord ?

Un groupe puissant de pays : Brésil, UE, Mexique, Inde, Philippines, Argentine, Monaco, pays insulaires et Afrique du Sud. Mais les Etats-Unis ont mené une campagne très dure. Dans leur contexte de campagne présidentielle, les Américains ne voulaient signer aucun engagement au niveau international à Rio. Le Canada a suivi. La Russie de même, pour défendre ses intérêts miniers, le Japon pour la pêche. Et le Venezuela a cassé la discipline du Groupe des 77 [pays en développement, ndlr] : son conflit territorial avec la Colombie, qui s'étend aux frontières marines, en a fait un opposant à la convention sur le droit de la mer.

Que reste-t-il dans la déclaration de Rio + 20 ?

La décision de lancer les négociations sur la protection de la haute mer a été repoussée

à 2015. Ce n'est donc pas un échec complet. Mais on piétine au lieu d'aller de l'avant. Ceci dit, en 2013, les Etats-Unis seront sortis du contexte préélectoral. Ils auront peut-être ratifié la convention sur le droit de la mer : les tensions nouvelles autour de l'Arctique vont en effet les y contraindre. Sinon ils ne pourront pas revendiquer l'étendue de leur plateau continental. Ils ont gagné du temps. Et c'est frustrant pour les défenseurs des océans.

La déclaration contient-elle d'autres sujets liés aux océans ?

Oui. Le texte est bon sur la gestion de la pêche, où l'on se rapproche des recommandations des scientifiques, avec une approche écosystémique plutôt qu'espèce par espèce. Idem concernant les subventions. Il recommande l'élimination de ces aides qui favorisent la surcapacité des flottes et la surpêche. Il reconnaît enfin le rôle de la pêche artisanale pour une durabilité des stocks.

Recueilli par E.Pa.